



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



AGHMOU Yasmine
Résidence Marguerite
Yourcenar
Logement n°706
15, rue André Lalande
91000 Évry

Décision n°2025-xx portant exclusion et non-renouvellement au sein d'une résidence universitaire du Crous d'un logement en résidence universitaire.

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE VERSAILLES

Vu les articles L242-1 à L242-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.822-1, R.822-2, R.822-30, R.822-31 ;
Vu le décret n°2016-1020 du 26 juillet 2016 fixant les critères d'attribution de certaines catégories de logements destinés aux étudiants ;
Vu le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires ;
Vu la circulaire Crous n° 20240221-1 « modalités de gestion locative pour la campagne d'admission 2024-2025 » du 21 février 2024 ;
Vu la délibération du conseil d'administration n°CA-20240313-12 relative aux modalités de renouvellement en logement universitaire au Crous de l'académie de Versailles ;
Vu la convention de réservation de logements entre le Crous de l'académie de Versailles et Campus France ;
Vu la décision unilatérale d'admission pour l'année universitaire 2023-2024 ;
Vu le règlement intérieur des résidences du Crous de Versailles ;
Vu xxx

Considérant que M./Mme xx n'a pas fait de demande de renouvellement dans le cadre de la campagne de renouvellement annuelle 2024/2025 (15 mars – 15 avril) ;

Considérant que M./Mme AGHMOU Yasmine s'est maintenu(e) dans son logement après le 31 août 2024 ;

Considérant que M./Mme AGHMOU Yasmine ne dispose plus de droit d'occupation depuis le 1^{er} septembre 2024 ;

Considérant que M./Mme AGHMOU Yasmine n'a pas satisfait aux obligations du règlement intérieur précédemment (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et présence de deux matelas ayant fait l'objet d'un rapport de constat du directeur de la résidence le xx/xx/xxxx) ;

Considérant les dettes accumulées de M./Mme AGHMOU Yasmine : xx euros au 31 août 2023 et xx euros au 31 décembre 2023 ;

Considérant que les comportements et nuisances sonores de M./Mme AGHMOU Yasmine, ayant fait l'objet d'un avertissement en date du 21 février 2024, portent atteinte à la tranquillité des autres résidents et sont contraires à l'article 3 du règlement intérieur ;

Considérant que ces faits sont de nature à constituer des manquements manifestes aux obligations incombant au statut de résident.

DÉCIDE

Article 1 Non renouvellement et exclusion

Le non renouvellement et l'exclusion immédiats de M./Mme AGHMOU Yasmine (logement xx, Résidence universitaire « Fontenay aux roses ») sont confirmés, aux motifs suivants :

- Absence de demande de renouvellement dans les délais de la campagne annuelle (15 mars-15 avril) ;
- Irrégularité et défaut de paiement renouvelé des redevances (dette d'occupation de 1017.00 € au 31/03/2023, 423.00 € au 31/08/2023 et 774.00 € au 30/11/ 2023) ;
- Manquement au règlement intérieur (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et présence de deux matelas, hébergement d'une tierce personne) ;

Article 2 Conséquence du non renouvellement et de l'exclusion

M./Mme AGHMOU Yasmine est occupant(e) sans droit ni titre de la résidence universitaire « Fontenay aux roses » depuis le 1^{er} septembre 2024. M./Mme AGHMOU Yasmine doit quitter sans délai le logement qu'il/elle occupe illégalement.

Dans le cas où il ne se conformerait pas à cette décision, le Crous de Versailles saisira le tribunal administratif de Versailles sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, d'une demande d'expulsion.

Article 3 Voies et délais de recours

Les litiges résultant de l'application de la présente décision peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la direction générale du Crous dans un délai de deux mois après la date de notification de la présente décision à l'adresse suivante :

Crous de l'académie de Versailles
Direction des affaires juridiques
145 bis boulevard de la Reine
78000 Versailles

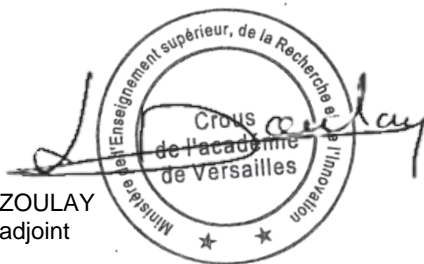
En complément, vous pouvez adresser une copie de votre recours gracieux à : affaires.juridiques@crous-versailles.fr.

Le cas échéant tout litige subséquent relève du Tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif de Versailles).

Fait à Versailles, le 25/04/2025

Pour le Directeur général et par délégation.

Laurent AZOULAY
Directeur adjoint





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



BESILI Mohamed
Résidence Marguerite
Yourcenar
Logement n°102
15, rue André Lalande
91000 Évry

Décision n°2025-xx portant exclusion et non-renouvellement au sein d'une résidence universitaire du Crous d'un logement en résidence universitaire.

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE VERSAILLES

Vu les articles L242-1 à L242-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.822-1, R.822-2, R.822-30, R.822-31 ;
Vu le décret n°2016-1020 du 26 juillet 2016 fixant les critères d'attribution de certaines catégories de logements destinés aux étudiants ;
Vu le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires ;
Vu la circulaire Crous n° 20240221-1 « modalités de gestion locative pour la campagne d'admission 2024-2025 » du 21 février 2024 ;
Vu la délibération du conseil d'administration n°CA-20240313-12 relative aux modalités de renouvellement en logement universitaire au Crous de l'académie de Versailles ;
Vu la convention de réservation de logements entre le Crous de l'académie de Versailles et Campus France ;
Vu la décision unilatérale d'admission pour l'année universitaire 2023-2024 ;
Vu le règlement intérieur des résidences du Crous de Versailles ;
Vu xxx

Considérant le partenariat entre le Crous de Versailles et Campus France ;

Considérant que M./Mme BESILI Mohamed a fait l'objet d'une décision de non renouvellement en date du xx/xx/xxxx ;

Considérant que M./Mme BESILI Mohamed a bénéficié d'une prolongation de son droit d'occupation jusqu'au xx/xx/xxxx ;

Considérant que M./Mme BESILI Mohamed s'est maintenu(e) dans son logement après le xx/xx/2024 ;

Considérant que M./Mme BESILI Mohamed ne dispose plus de droit d'occupation depuis le xx/xx/2024 ;

Considérant que les comportements et nuisances sonores de M./Mme BESILI Mohamed, ayant fait l'objet d'un avertissement en date du 21 février 2024, portent atteinte à la tranquillité des autres résidents et sont contraires à l'article 3 du règlement intérieur ;

Considérant que lors d'une visite effectuée le XX dans le cadre de la désinsectisation du logement de M./Mme xx, il a été constaté qu'il/elle possédait un second matelas, en violation de l'article 8 du règlement intérieur des résidences, et ce, malgré des rappels antérieurs ;

Considérant que ces faits sont de nature à constituer des manquements manifestes aux obligations incombant au statut de résident.

DÉCIDE

Article 1 Non renouvellement et exclusion

Le non renouvellement et l'exclusion immédiats de M./Mme BESILI Mohamed (logement xx, Résidence universitaire « Fontenay aux roses ») sont confirmés, aux motifs suivants :

- Public non prioritaire (Non boursier sur critères sociaux de l'enseignement supérieur) ;
- Non renouvellement de l'ensemble des pièces justificatives (acte de caution, certificat de scolarité) // Défaut de présentation de document(s) nécessaire(s) à la constitution du dossier locatif ;
- Maintien dans le logement après la date butoir sans droit ni titre ;

Article 2 Conséquence du non renouvellement et de l'exclusion

M./Mme BESILI Mohamed est occupant(e) sans droit ni titre de la résidence universitaire « Fontenay aux roses » depuis le 1^{er} septembre 2024. M./Mme BESILI Mohamed doit quitter sans délai le logement qu'il/elle occupe illégalement.

Dans le cas où il ne se conformerait pas à cette décision, le Crous de Versailles saisira le tribunal administratif de Versailles sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, d'une demande d'expulsion.

Article 3 Voies et délais de recours

Les litiges résultant de l'application de la présente décision peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la direction générale du Crous dans un délai de deux mois après la date de notification de la présente décision à l'adresse suivante :

Crous de l'académie de Versailles
Direction des affaires juridiques
145 bis boulevard de la Reine
78000 Versailles

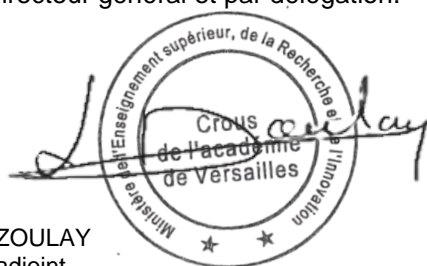
En complément, vous pouvez adresser une copie de votre recours gracieux à : affaires.juridiques@crous-versailles.fr.

Le cas échéant tout litige subséquent relève du Tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif de Versailles).

Fait à Versailles, le 25/04/2025

Pour le Directeur général et par délégation.

Laurent AZOULAY
Directeur adjoint





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



AZONSI JOSEPH
Résidence Marguerite
Yourcenar
Logement n°08 02
15, rue André Lalande
91000 Évry

Décision n°2025-xx portant exclusion et non-renouvellement au sein d'une résidence universitaire du Crous d'un logement en résidence universitaire.

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE VERSAILLES

Vu les articles L242-1 à L242-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.822-1, R.822-2, R.822-30, R.822-31 ;
Vu le décret n°2016-1020 du 26 juillet 2016 fixant les critères d'attribution de certaines catégories de logements destinés aux étudiants ;
Vu le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires ;
Vu la circulaire Cnous n° 20240221-1 « modalités de gestion locative pour la campagne d'admission 2024-2025 » du 21 février 2024 ;
Vu la délibération du conseil d'administration n°CA-20240313-12 relative aux modalités de renouvellement en logement universitaire au Crous de l'académie de Versailles ;
Vu la convention de réservation de logements entre le Crous de l'académie de Versailles et Campus France ;
Vu la décision unilatérale d'admission pour l'année universitaire 2023-2024 ;
Vu le règlement intérieur des résidences du Crous de Versailles ;
Vu xxx

Considérant le partenariat entre le Crous de Versailles et Campus France ;

Considérant que M./Mme AZONSI JOSEPH occupe un logement en résidence universitaire depuis le xx/xx/xxxx, soit depuis plus de cinq (5) ans ;

Considérant que M./Mme AZONSI JOSEPH a reconnu, dans un courriel daté du xxx ne plus avoir le statut d'étudiant ;

Considérant que M./Mme AZONSI JOSEPH n'a pas satisfait aux obligations du règlement intérieur précédemment (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et présence de deux matelas ayant fait l'objet d'un rapport de constat du directeur de la résidence le xx/xx/xxxx) ;

Considérant que lors d'une visite effectuée le XX dans le cadre de la désinsectisation du logement de M./Mme xx, il a été constaté qu'il/elle possédait un second matelas, en violation de l'article 8 du règlement intérieur des résidences, et ce, malgré des rappels antérieurs ;

Considérant que ces faits sont de nature à constituer des manquements manifestes aux obligations incombant au statut de résident.

DÉCIDE

Article 1 Non renouvellement et exclusion

Le non renouvellement et l'exclusion immédiats de M./Mme AZONSI JOSEPH (logement xx, Résidence universitaire « Fontenay aux roses ») sont confirmés, aux motifs suivants :

- Absence de demande de renouvellement dans les délais de la campagne annuelle (15 mars-15 avril) ;
- Irrégularité et défaut de paiement renouvelé des redevances (dette d'occupation de 1017.00 € au 31/03/2023, 423.00 € au 31/08/2023 et 774.00 € au 30/11/ 2023) ;
- Manquement au règlement intérieur (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et présence de deux matelas, hébergement d'une tierce personne) ;

Article 2 Conséquence du non renouvellement et de l'exclusion

M./Mme AZONSI JOSEPH est occupant(e) sans droit ni titre de la résidence universitaire « Fontenay aux roses » depuis le 1^{er} septembre 2024. M./Mme AZONSI JOSEPH doit quitter sans délai le logement qu'il/elle occupe illégalement.

Dans le cas où il ne se conformerait pas à cette décision, le Crous de Versailles saisira le tribunal administratif de Versailles sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, d'une demande d'expulsion.

Article 3 Voies et délais de recours

Les litiges résultant de l'application de la présente décision peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la direction générale du Crous dans un délai de deux mois après la date de notification de la présente décision à l'adresse suivante :

Crous de l'académie de Versailles
Direction des affaires juridiques
145 bis boulevard de la Reine
78000 Versailles

En complément, vous pouvez adresser une copie de votre recours gracieux à : affaires.juridiques@crous-versailles.fr.

Le cas échéant tout litige subséquent relève du Tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif de Versailles).

Fait à Versailles, le 25/04/2025

Pour le Directeur général et par délégation.

Laurent AZOULAY
Directeur adjoint





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



BENHSINA ADIB
Résidence Marguerite
Yourcenar
Logement n°11 01
15, rue André Lalande
91000 Évry

Décision n°2025-xx portant exclusion et non-renouvellement au sein d'une résidence universitaire du Crous d'un logement en résidence universitaire.

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE VERSAILLES

Vu les articles L242-1 à L242-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.822-1, R.822-2, R.822-30, R.822-31 ;
Vu le décret n°2016-1020 du 26 juillet 2016 fixant les critères d'attribution de certaines catégories de logements destinés aux étudiants ;
Vu le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires ;
Vu la circulaire Cnous n° 20240221-1 « modalités de gestion locative pour la campagne d'admission 2024-2025 » du 21 février 2024 ;
Vu la délibération du conseil d'administration n°CA-20240313-12 relative aux modalités de renouvellement en logement universitaire au Crous de l'académie de Versailles ;
Vu la convention de réservation de logements entre le Crous de l'académie de Versailles et Campus France ;
Vu la décision unilatérale d'admission pour l'année universitaire 2023-2024 ;
Vu le règlement intérieur des résidences du Crous de Versailles ;

Considérant que M./Mme xx n'a pas fait de demande de renouvellement dans le cadre de la campagne de renouvellement annuelle 2024/2025 (15 mars – 15 avril) ;

Considérant que M./Mme BENHSINA ADIB s'est maintenu(e) dans son logement après le 31 août 2024 ;

Considérant que M./Mme BENHSINA ADIB ne dispose plus de droit d'occupation depuis le 1^{er} septembre 2024 ;

Considérant que M./Mme BENHSINA ADIB occupe un logement en résidence universitaire depuis le xx/xx/xxxx, soit depuis plus de cinq (5) ans ;

Considérant que M./Mme BENHSINA ADIB a reconnu, dans un courriel daté du xxx ne plus avoir le statut d'étudiant ;

Considérant que M./Mme BENHSINA ADIB n'a pas satisfait aux obligations du règlement intérieur précédemment (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et présence de deux matelas ayant fait l'objet d'un rapport de constat du directeur de la résidence le xx/xx/xxxx) ;

Considérant que les comportements et nuisances sonores de M./Mme BENHSINA ADIB, ayant fait l'objet d'un avertissement en date du 21 février 2024, portent atteinte à la tranquillité des autres résidents et sont contraires à l'article 3 du règlement intérieur ;

Considérant que ces faits sont de nature à constituer des manquements manifestes aux obligations incombant au statut de résident.

DÉCIDE

Article 1 Non renouvellement et exclusion

Le non renouvellement et l'exclusion immédiats de M./Mme BENHSINA ADIB (logement xx, Résidence universitaire « Fontenay aux roses ») sont confirmés, aux motifs suivants :

- Irrégularité et défaut de paiement renouvelé des redevances (dette d'occupation de 1017.00 € au 31/03/2023, 423.00 € au 31/08/2023 et 774.00 € au 30/11/ 2023) ;
- Manquement au règlement intérieur (non-respect des règles d'hygiène et d'entretien et présence de deux matelas, hébergement d'une tierce personne) ;
- Non renouvellement de l'ensemble des pièces justificatives (acte de caution, certificat de scolarité) // Défaut de présentation de document(s) nécessaire(s) à la constitution du dossier locatif ;

Article 2 Conséquence du non renouvellement et de l'exclusion

M./Mme BENHSINA ADIB est occupant(e) sans droit ni titre de la résidence universitaire « Fontenay aux roses » depuis le 1^{er} septembre 2024. M./Mme BENHSINA ADIB doit quitter sans délai le logement qu'il/elle occupe illégalement.

Dans le cas où il ne se conformerait pas à cette décision, le Crous de Versailles saisira le tribunal administratif de Versailles sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, d'une demande d'expulsion.

Article 3 Voies et délais de recours

Les litiges résultant de l'application de la présente décision peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la direction générale du Crous dans un délai de deux mois après la date de notification de la présente décision à l'adresse suivante :

Crous de l'académie de Versailles
Direction des affaires juridiques
145 bis boulevard de la Reine
78000 Versailles

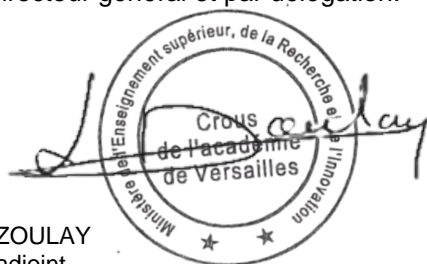
En complément, vous pouvez adresser une copie de votre recours gracieux à : affaires.juridiques@crous-versailles.fr.

Le cas échéant tout litige subséquent relève du Tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif de Versailles).

Fait à Versailles, le 25/04/2025

Pour le Directeur général et par délégation.

Laurent AZOULAY
Directeur adjoint





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CHENOUNE NAILA
Résidence Marguerite
Yourcenar
Logement n°03 16
15, rue André Lalande
91000 Évry

Décision n°2025-xx portant exclusion et non-renouvellement au sein d'une résidence universitaire du Crous d'un logement en résidence universitaire.

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE VERSAILLES

Vu les articles L242-1 à L242-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.822-1, R.822-2, R.822-30, R.822-31 ;
Vu le décret n°2016-1020 du 26 juillet 2016 fixant les critères d'attribution de certaines catégories de logements destinés aux étudiants ;
Vu le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires ;
Vu la circulaire Crous n° 20240221-1 « modalités de gestion locative pour la campagne d'admission 2024-2025 » du 21 février 2024 ;
Vu la délibération du conseil d'administration n°CA-20240313-12 relative aux modalités de renouvellement en logement universitaire au Crous de l'académie de Versailles ;
Vu la convention de réservation de logements entre le Crous de l'académie de Versailles et Campus France ;
Vu la décision unilatérale d'admission pour l'année universitaire 2023-2024 ;
Vu le règlement intérieur des résidences du Crous de Versailles ;
Vu xxx

Considérant que M./Mme CHENOUNE NAILA s'est maintenu(e) dans son logement après le 31 août 2024 ;

Considérant que M./Mme CHENOUNE NAILA ne dispose plus de droit d'occupation depuis le 1^{er} septembre 2024 ;

Considérant que M./Mme CHENOUNE NAILA occupe un logement en résidence universitaire depuis le xx/xx/xxxx, soit depuis plus de cinq (5) ans ;

Considérant que M./Mme CHENOUNE NAILA a reconnu, dans un courriel daté du xxx ne plus avoir le statut d'étudiant ;

Considérant que M./Mme CHENOUNE NAILA n'a pas satisfait aux obligations du règlement intérieur

Considérant que lors d'une visite effectuée le XX dans le cadre de la désinsectisation du logement de M./Mme xx, il a été constaté qu'il/elle possédait un second matelas, en violation de l'article 8 du règlement intérieur des résidences, et ce, malgré des rappels antérieurs ;

Considérant que ces faits sont de nature à constituer des manquements manifestes aux obligations incombant au statut de résident.

DÉCIDE

Article 1 Non renouvellement et exclusion

Le non renouvellement et l'exclusion immédiats de M./Mme CHENOUNE NAILA (logement xx, Résidence universitaire « Fontenay aux roses ») sont confirmés, aux motifs suivants :

- Perte de la qualité d'étudiant pour quelque motif que ce soit ;
- Statut non éligible au renouvellement (stagiaire) ;
- Maintien dans le logement après la date butoir sans droit ni titre ;

Article 2 Conséquence du non renouvellement et de l'exclusion

M./Mme CHENOUNE NAILA est occupant(e) sans droit ni titre de la résidence universitaire « Fontenay aux roses » depuis le 1^{er} septembre 2024. M./Mme CHENOUNE NAILA doit quitter sans délai le logement qu'il/elle occupe illégalement.

Dans le cas où il ne se conformerait pas à cette décision, le Crous de Versailles saisira le tribunal administratif de Versailles sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, d'une demande d'expulsion.

Article 3 Voies et délais de recours

Les litiges résultant de l'application de la présente décision peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la direction générale du Crous dans un délai de deux mois après la date de notification de la présente décision à l'adresse suivante :

Crous de l'académie de Versailles
Direction des affaires juridiques
145 bis boulevard de la Reine
78000 Versailles

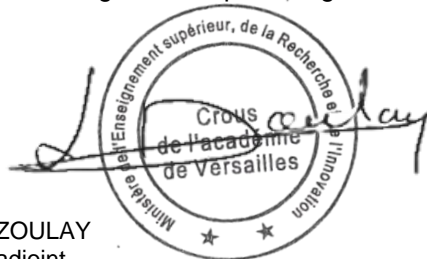
En complément, vous pouvez adresser une copie de votre recours gracieux à : affaires.juridiques@crous-versailles.fr.

Le cas échéant tout litige subséquent relève du Tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif de Versailles).

Fait à Versailles, le 25/04/2025

Pour le Directeur général et par délégation.

Laurent AZOULAY
Directeur adjoint





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



BAGHOU Amine
Résidence Marguerite
Yourcenar
Logement n°803
15, rue André Lalande
91000 Évry

Décision n°2025-xx portant exclusion et non-renouvellement au sein d'une résidence universitaire du Crous d'un logement en résidence universitaire.

LE DIRECTEUR GENERAL DU CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE VERSAILLES

Vu les articles L242-1 à L242-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.822-1, R.822-2, R.822-30, R.822-31 ;
Vu le décret n°2016-1020 du 26 juillet 2016 fixant les critères d'attribution de certaines catégories de logements destinés aux étudiants ;
Vu le décret n°2016-1042 du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires ;
Vu la circulaire Cnous n° 20240221-1 « modalités de gestion locative pour la campagne d'admission 2024-2025 » du 21 février 2024 ;
Vu la délibération du conseil d'administration n°CA-20240313-12 relative aux modalités de renouvellement en logement universitaire au Crous de l'académie de Versailles ;
Vu la convention de réservation de logements entre le Crous de l'académie de Versailles et Campus France ;
Vu la décision unilatérale d'admission pour l'année universitaire 2023-2024 ;
Vu le règlement intérieur des résidences du Crous de Versailles ;
Vu xxx

Considérant le partenariat entre le Crous de Versailles et Campus France ;

Considérant que M./Mme BAGHOU Amine a fait l'objet d'une décision de non renouvellement en date du xx/xx/xxxx ;

Considérant que M./Mme BAGHOU Amine a bénéficié d'une prolongation de son droit d'occupation jusqu'au xx/xx/xxxx ;

Considérant que M./Mme BAGHOU Amine s'est maintenu(e) dans son logement après le xx/xx/2024 ;

Considérant que M./Mme BAGHOU Amine ne dispose plus de droit d'occupation depuis le xx/xx/2024;

Considérant que les comportements et nuisances sonores de M./Mme BAGHOU Amine, ayant fait l'objet d'un avertissement en date du 21 février 2024, portent atteinte à la tranquillité des autres résidents et sont contraires à l'article 3 du règlement intérieur ;

Considérant que ces faits sont de nature à constituer des manquements manifestes aux obligations incombant au statut de résident.

DÉCIDE

Article 1 Non renouvellement et exclusion

Le non renouvellement et l'exclusion immédiats de M./Mme BAGHOU Amine (logement xx, Résidence universitaire « Fontenay aux roses ») sont confirmés, aux motifs suivants :



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



- Absence de demande de renouvellement dans les délais de la campagne annuelle (15 mars-15 avril) ;
- Renouvellement refusé par l'établissement d'enseignement ;

Article 2 Conséquence du non renouvellement et de l'exclusion

M./Mme BAGHOU Amine est occupant(e) sans droit ni titre de la résidence universitaire « Fontenay aux roses » depuis le 1^{er} septembre 2024. M./Mme BAGHOU Aminedoit quitter sans délai le logement qu'il/elle occupe illégalement.

Dans le cas où il ne se conformerait pas à cette décision, le Crous de Versailles saisira le tribunal administratif de Versailles sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative, d'une demande d'expulsion.

Article 3 Voies et délais de recours

Les litiges résultant de l'application de la présente décision peuvent faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la direction générale du Crous dans un délai de deux mois après la date de notification de la présente décision à l'adresse suivante :

Crous de l'académie de Versailles
Direction des affaires juridiques
145 bis boulevard de la Reine
78000 Versailles

En complément, vous pouvez adresser une copie de votre recours gracieux à :
affaires.juridiques@crous-versailles.fr.

Le cas échéant tout litige subséquent relève du Tribunal administratif territorialement compétent (Tribunal Administratif de Versailles).

Fait à Versailles, le 25/04/2025

Pour le Directeur général et par délégation.

Laurent AZOULAY
Directeur adjoint